

Loi sur les soins médicaux

Le gouvernement tient à épargner de l'argent dans le domaine des soins médicaux, mais procède-t-il à ce genre de choses? Non. Il n'y a qu'à voir ce qu'il fait de ces personnes. Il les fait comparaître devant le tribunal, les enferme, les met au secret lorsqu'elles désobéissent. Il ne les fait pas traiter, et j'imagine que bientôt nous les prendrons. On ne prête aucune attention à ce domaine. Il est plus facile de proposer ce genre de bill et de laisser les provinces s'en tirer ou s'y ruiner.

Nous devrions certes avoir des centres de convalescence. Il en coûte aux contribuables canadiens jusqu'à \$200 par jour pour qu'un malade atteint d'affection chronique séjourne dans un hôpital de traitement actif. Il en coûterait moins cher d'installer cette personne à l'hôtel Carleton Towers pour \$30 ou \$40 par jour. Les contribuables canadiens économiseraient ainsi. Mais, ce n'est pas ce que nous faisons. Nous disons qu'il n'y a pas d'argent.

Les personnes les plus pauvres au Canada ne peuvent jamais aller dans des centres de convalescence. C'est pourquoi les malades atteints d'affections chroniques occupent des lits dans des hôpitaux de traitement actif, ce qui représente une dépense considérable pour les contribuables.

L'emploi de personnel paramédical diminuerait le recours aux médecins. Dans plusieurs secteurs du nord de ma circonscription, nous aimerions utiliser ce genre de personnel. Nous n'aurions pas à transporter le malade à un hôpital de traitement actif à grands frais. Le secteur du personnel paramédical a été négligé et il servirait sûrement à réduire le coût du recours aux médecins.

Nous n'avons rien fait dans le domaine des hôpitaux-pavillons, où un malade peut subir de petites interventions chirurgicales dans sa propre localité et où sa famille peut assurer une grande partie des soins. Une bonne part de la chirurgie mineure pourrait fort bien se faire dans de petits hôpitaux; cette formule a donné d'excellents résultats dans d'autres régions du monde.

● (2150)

Par ailleurs, nous n'assurons aucun programme de soins dentaires aux petits canadiens même si l'on pourrait diagnostiquer leurs problèmes et y remédier à un très bas âge. L'application d'un programme semblable réduirait à la longue le coût des soins médicaux. Dans les provinces moins riches qui ne peuvent financer ces programmes à elles seules, on ne s'occupe pas des problèmes dentaires mineurs des enfants jusqu'au jour où ils s'aggravent et alors cela devient coûteux. Mais le gouvernement fait fi des solutions raisonnables. Prenons la situation du pétrole, par exemple. Il pense pouvoir hausser les prix et ainsi amener les gens à en faire une moins grande consommation. Voilà la façon dont les libéraux conçoivent les choses: si le coût d'un produit ou d'un service devient prohibitif, alors la demande en sera réduite. Mais qui en souffre? Qui le gouvernement semble-t-il vouloir punir? Dans ce cas-ci, ceux qui ont recours aux services de santé.

Par quel autre moyen le gouvernement pourrait-il réduire les dépenses dans les services de santé? Il existe un moyen évident, mais il ne faut guère s'attendre à ce qu'un gouvernement libéral, ou même conservateur, l'applique. A Ottawa, la plupart des maladies pulmonaires sont causées par la cigarette. Dans ma circonscription, les maladies de ce genre sont causées par la proximité des cheminées de INCO et de Falconbridge. Et quand les sociétés trouvent que leurs bénéfices risquent de diminuer, même si ce n'est qu'un risque, on commence par réduire le budget consacré

aux installations anti-pollution. C'est là que l'on économise en premier lieu. Il existe cependant une bonne initiative.

La International Nickel Company prend des dispositions et je suis heureux d'annoncer que, dans ma circonscription, elle a élevé sa cheminée jusqu'à 1200 pieds. Si je ne me trompe, les fumées de cette cheminée retombent depuis peu sur Ottawa. J'en suis ravi. J'espère qu'elles viendront enfumer le cerveau des députés d'en face. Je parie n'importe quoi qu'ils prendront alors rapidement les mesures qui s'imposent, car cette pollution les atteindra directement.

Une voix: C'est vous qui avez été atteint.

M. Rodriguez: Je vois que je touche un point chatouilleux des députés de là-bas.

Le gouvernement pourrait faire quelque chose de plus chez lui en faveur de ses propres employés. Dans la fonction publique en 1974-1975 il y a eu 22,218 accidents de travail qui ont coûté directement plus de 7 millions de dollars. Plus de 10,000 de ces accidents se sont produits au ministère de notre ami du salariat, le ministre des Postes (M. Mackasey). Près de 7,000 de ces accidents ont causé aux victimes des invalidités pour lesquelles les frais d'indemnisation se sont élevés à 3.5 millions. Ce chiffre ne comprend pas les frais médicaux mais il me semble que le gouvernement pourrait économiser beaucoup d'argent en établissant un programme de sécurité des travailleurs à l'usage de ses employés.

La proposition dont nous sommes saisis soulève, à mon avis, une autre question. Quand nous regardons autour de nous, nous sommes stupéfaits, monsieur l'Orateur, des priorités que nous avons adoptées. C'est ahurissant! Il est intéressant de noter que nous pouvons trouver les ressources nécessaires pour construire un complexe olympique d'un milliard de dollars. A quelle fin? Nous dépenserons 100 millions de dollars pour protéger 1,500 athlètes pendant quinze jours. Nous pouvons faire cela sans tiquer pour satisfaire les rêves de grandeur d'un individu. Je ne comprends pas la mentalité des libéraux. Il est évident que leur sens des valeurs est faussé. Je me rends compte que je touche un point sensible.

Une voix: Vous avez voté pour les Jeux olympiques.

M. Rodriguez: C'est faux. Si le député de St. Catharines (M. Parent) veut faire un discours, je lui cède volontiers la parole.

Une voix: Il aime bien interrompre.

M. Rodriguez: Oui, il s'y entend, mais pour parler, c'est autre chose. Il ferait mieux d'aller faire un sondage parmi ses électeurs.

Quelles sont nos priorités? Nous réussissons à trouver l'argent pour organiser un fantastique spectacle olympique et il n'y a pas de doute que nous allons le payer grâce à la loterie olympique pendant les 100 prochaines années. Mais nous ne pouvons pas trouver l'argent nécessaire pour offrir des services médicaux.

M. MacFarlane: Ce n'est pas vrai.

M. Rodriguez: Où allons-nous le trouver? C'est à nous tous de le trouver.

M. MacFarlane: Ce n'est pas parce que vous criez plus fort que vous avez raison.

M. Rodriguez: On nous affirme que la préparation des Jeux olympiques avance et sera conforme au programme prévu, ce qui représente une amélioration pour la musculature d'un très petit groupe de Canadiens. Mais je me pose parfois des questions sur notre hygiène mentale. A lire les journaux d'aujourd'hui, il me semble que nous n'enten-